

LE SILENCE ASSASSINE, L'IMPUNITÉ ENCOURAGE LES ASSASSINS REACTIONS ET SANCTIONS CONTRE LA TURQUIE, CONTRE ERDOGAN

Confronté à un pouvoir en déclin et une économie déclinante, le président Recep Tayyip Erdogan mise sur la répression : une politique totalitaire dans son pays.

Alors que, hors de ses frontières, les opérations militaires et les invasions gagnent du terrain : une stratégie belliciste et expansionniste.

Mais que fait l'Europe ? Ou sont L'ONU et L'OTAN ?

La Turquie massacre les kurdes et les peuples vivant à leurs côtés

Au Kurdistan du Sud (Irak). Depuis le 15 juin, la Turquie a entamé une nouvelle offensive contre le PKK, au nord de l'Irak. Les avions de chasse turcs bombardent les régions de Quandil et Haftanin, les réfugiés du camp de Makhmur, les villages de Zakho, la population yézidie de Shengal. C'est une guerre interdite d'accès aux journalistes, aux ONG avec des milliers de civils menacés d'exil. L'intensité des opérations militaires « Serre d'Aigle » et « Griffes de Tigre », vise clairement l'existence du peuple kurde et la poursuite de l'extermination menée par Daesh contre les yézidis et les résidents de Makhmur.

Exterminés ou réduits en esclavage par Daesh en 2014, les yézidis reprennent possession de leur terre, emplies d'une souffrance indicible. Aujourd'hui, ils doivent affronter les foudres d'un tyran. Poussé par sa paranoïa envers les minorités le président turc envahit de nouveau territoire en violation de la souveraineté irakienne et des conventions internationales.

Au Rojava (Syrie). Erdogan pactise avec le Diable pour faire sa sale guerre contre les kurdes, pour éradiquer tout système d'une société démocratique, féministe, égalitaire et écologique mis en place dans le nord-est de la Syrie.

Il ne se passe pas un jour, sans que les forces turques affiliées aux gangs de Daesh commettent leurs atrocités, pilonnent les villages, pillent les maisons, incendient les récoltes, enlèvent et torturent les femmes... Les populations font face à une barbarie insoutenable.

L'occupation turque est tout simplement une épuration multiethnique contre les Arméniens, Caucasiens, Chaldo-assyriens, Yézidîs, Arabes qui vivent sur ces terres aux côtés des populations Kurdes.

Cette invasion constitue une grave violation de l'intégrité du territoire syrien et une occupation illégale, en rien conforme au droit international.

Au Kurdistan du Nord (Turquie). Sous couvert de la lutte « anti-terroriste », la répression est sanglante, bafouant la moindre valeur démocratique jusqu'au déni des droits humains les plus élémentaires. Les rafles sont quotidiennes. Elles sont menées contre le mouvement politique kurde mais aussi contre toutes voix dissidentes. Des pans entiers de la société civile sont frappés par la violence et les arrestations, des milliers de prisonniers de conscience croupissent dans les geôles turques.

Dans les organes de propagandes ultranationalistes, la haine anti-kurde et contre les Arméniens se propagent comme du fiel. Tandis que, les signes précurseurs d'une interdiction

du parti HDP (Parti Démocratique des Peuples) se font multiples ; plus de 100 co-maires ont été limogés et remplacés par des Préfets et sous-Préfets ; maires, conseillers municipaux, députés sont mis en examen et incarcérés.

En mars 2018, l'acte d'accusation du Tribunal Permanent des Peuples sur la Turquie et le Peuple Kurde a reconnu l'Etat Turc responsable de crime de guerre et le président Erdogan avec ses chefs armés tenus responsables pour les crimes commis dans les villes kurdes. Cizre, Diyarbakir, Hakkari, Nuysabin... et leurs populations porteront à jamais les stigmates de 2016.

La communauté internationale s'enfoncé dans le silence

Dans la coalition internationale contre l'Etat Islamique (EI), les combattants et combattantes kurdes ont été les piliers, pour protéger les pays occidentaux du péril djihadistes.

Aux prix d'immenses sacrifices, les libérations historiques de Kobané, de Raqqa, de Sinjar, Makhmur... menées par les YPG, YPJ (Unités de Protection du Peuple), les factions FDS (Forces Démocratiques Syriennes) et soutenu par le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) ont été saluées comme les victoires de la résistance et de la liberté.

Les invasions militaires turques touchent les régions libérées, des forces obscurantistes, comme Al Quaïda, Al Nusra, EI, toutes avides de vengeance. Alors qu'hier, la communauté internationale s'appuyaient sur les Kurdes pour combattre Daesh, aujourd'hui, elle les abandonne. Au mieux, elle lance quelques volets de critiques, justifiant ainsi l'inadmissible.

Ces crimes contre l'humanité contre le droit international se déroulent sous les yeux du monde entier. Le silence de l'Union Européenne et de l'ONU est de plomb, la duplicité des grandes puissances insupportables.

En toute impunité, la Turquie, membre du Conseil de l'Europe et membre de l'OTAN, lancent ses sales guerres, basées sur le mensonge, la propagande nationaliste et islamiste. Les mêmes rouages, que les Jeunes Turcs utilisaient en 1915 contre les Arméniens.

Tout État a l'obligation de respecter et de faire respecter les Conventions de Genève. En cela, tout État a le devoir de contraindre la Turquie à respecter le droit international. L'applicabilité des Conventions de Genève est quasi-universelle avec 194 États parties. Aucun État n'assume ses responsabilités à cet égard pour des raisons politiques, d'enjeux économiques, géostratégiques ou encore de crise des réfugiés. Or le respect de ces législations ne devrait pas s'appliquer à géométrie variable en fonction des relations et des alliances.

La Turquie et ses dirigeants ont toujours tenu les pays occidentaux, responsables du démantèlement de l'Empire ottoman. L'obsession de revanche néo-ottomane du sultan Erdogan est un véritable danger pour la stabilité au Moyen-Orient et la paix dans le monde.

Il est urgent, que l'Europe dont la France impose le débat, pour une solution politique et pacifique à la question kurde dans le cadre du droit international. Comme, il est urgent que des sanctions soient prises contre le gouvernement d'Ankara et que des condamnations soient portées à l'encontre de son président par les grandes instances internationales.

Mais, dans ce contexte, face au machiavélisme de R.T Erdogan face au cynisme des États, qui parviendra enfin à stopper ce cycle infernal d'injustice et de violence ?

29 juillet 2020